



Identification : PAC/FEB 46730/2025-C-00039

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : MD

PROJET D'ACCORD-CADRE

TRAVAUX D'INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE

LOT n°1 : VRD

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	05/2025	M. DERUELLE	J-B DOGNIN	E. CAILLAT- DELOLME



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

ACCORD-CADRE N°: 4001XXXXXX / XXXXX

OBJET : Travaux d'installation de bornes de recharge - Lot n°1 : VRD

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA, agissant en qualité de Directeur de Centre,

Ci-après dénommé "CEA",

D'une part,

Et,

 **A compléter par le
soumissionnaire**

En cas de candidature individuelle

..... (**Nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de

Ci-après dénommée "Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**Nom de la société**), **1er cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de

Et,

..... (**Nom de la société**), **2ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de

Et,

..... (**Nom de la société**), **3ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitants en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet	6
ARTICLE 2	Documents contractuels	6
ARTICLE 3	Nature et étendue de l'accord-cadre	6
3.1	Prestations sur Prix Unitaires (PU)	7
3.2	Prestations optionnelles	7
3.3	Prestations sur Fiche de Modification sur Devis Préalable (FDMDP)	7
ARTICLE 4	Modalités d'exécution	7
4.1	Modalités d'exécution des prestations sur Prix Unitaires	7
4.1.1	Expression du besoin	7
4.1.2	Offre du Titulaire	8
4.1.3	Ordre de service	8
4.2	Modalités de levée des options	8
4.3	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP	8
4.3.1	Expression du besoin	8
4.3.2	Offre du Titulaire	9
4.3.3	Signature de la FDMDP	9
ARTICLE 5	Conditions financières	9
5.1	Montant plafond de l'accord-cadre	9
5.2	Détail des prix	10
5.2.1	Prestations sur Prix Unitaires	10
5.2.2	Prestations sur FDMDP	11
5.3	Révision des prix	12
ARTICLE 6	Paiement du prix	13
6.1	Termes de paiement	13
6.1.1	Prestations sur Prix Unitaires	13
6.1.2	Prestations sur FDMDP	13
6.2	Modalités de facturation	13
6.3	Régime fiscal	15
ARTICLE 7	Durée et délai	15
7.1	Durée de validité de l'accord-cadre	15
7.2	Durée d'exécution applicables aux prestations sur PU et FDMDP	16
7.3	Délais spécifiques	16
7.3.1	Délais relatifs aux prestations sur PU ou FDMDP	16
7.3.2	Délais relatifs aux prestations attendues	16
ARTICLE 8	Pénalités	16
8.1	Pénalités de délais	16
8.2	Pénalité pour mauvaise exécution	16
8.3	Pénalités pour non-respect des prescriptions applicables en matière de sécurité – sureté nucléaire – radioprotection - environnement	17

8.4	Contrôle des exigences sociales et environnementales	17
8.5	Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé 17	
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution	17
9.1	Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	17
9.2	Arrêts de chantier	18
9.2.1	Généralités	18
9.2.2	Arrêts programmés	18
9.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA	18
9.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire	18
9.2.5	Reprise des travaux	18
9.3	Interlocuteurs	18
9.4	Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale	19
ARTICLE 10	Gestion des modifications	19
10.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires	19
10.2	Évolution des prestations par FDMDP	20
ARTICLE 11	Sous-traitance	20
ARTICLE 12	Garantie de parfait achèvement	20
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle	21
ANNEXE 1	Clauses génériques	22
ANNEXE 2	Clauses de protection des informations	24

ARTICLE 1 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les **travaux d'installation de bornes de recharge, Lot 1 : VRD**, sur le site de Marcoule.


Les prestations du présent accord-cadre sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (CEAMAR), Service Technique et Logistique (STL), Groupe Travaux, Projets et Patrimoines (GTPP).

Les travaux d'installation des bornes de recharge sont scindés en 2 lots contractuels :

- **Lot 1** : VRD (le présent marché)
- **Lot 2** : Electricité

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule*,
- Le Cahier des Charges référencé SP-STL-2025-176883 du 17/04/2025 et ses annexes, et les standards d'installation IRVE référencés SP-STL-2024-176154 du 11/04/2025 ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1er janvier 2022,  **A compléter par le soumissionnaire**
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un marché de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'ARTICLE 2 supra, comprennent :

3.1 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES (PU)

Les prestations sur prix unitaires (PU) concernent l'études et l'installations de bornes de recharge pour véhicules électriques.

Les prestations sur prix unitaires (PU) listées à l'article 5.2.1 infra, comprennent notamment :

- Les études qui incluent :
 - Le recueil des données de base ;
 - L'émission d'un plan d'exécution ;
 - L'émission des autorisations de terrassements et des bons de déchets ;
- La mise à jour du plan de masse ;
- Les travaux de terrassement et l'installation de gaines TPC et conducteurs de terre 50mm² ;
- L'installation de regards et massifs en béton, et barrières antichocs ;
- La remise en état des zones concernées ;
- La remise du plan de masse à jour et des rapports de conformité.

Les prestations sur prix unitaires devront intégrer l'ensemble des prestations annexes nécessaires à la bonne exécution de celles-ci (gestion, suivi, chargé d'affaires, ingénieur, matériels et véhicules de transport, etc.).

3.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations optionnelles sont détaillés au cahier des charges, cité à l'ARTICLE 2 supra.

- **Option n°1** : prolongation des prestations pour 12 mois supplémentaires.
- **Option n°2** : prolongation des prestations pour 12 mois supplémentaires.

3.3 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur Prix Unitaires visées à l'article 5.2.1 supra.

L'exécution des prestations de l'accord-cadre est soumise à l'émission d'ordres de service par le CEA selon les modalités suivantes :

4.1.1 Expression du besoin

Le CEA exprime ses besoins (données d'entrée) au travers d'une Fiche d'Expression du Besoin (FEB) qu'il transmet au Titulaire par courrier ou courriel selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Dès la réception de cette demande, le Titulaire prévoit sous 48 à 72h une visite obligatoire sur place.

4.1.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre aux FEB du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande ou d'urgence spécifique. Il sera, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adressera, en retour, un devis forfaitaire basé sur les prix unitaires visés à l'article 5.2.1 infra et comprenant à minima :

- Le récapitulatif des prix unitaires nécessaires à la réalisation du besoin exprimé par le CEA dans la FEB et les quantitatifs associés ;
- La localisation des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA,
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

Ce devis peut faire l'objet d'une négociation entre les parties (prestations sur prix unitaires identifiés, quantitatifs retenus, délais et termes de paiements).

4.1.3 Ordre de service

Si le devis est accepté par le CEA, un ordre de service (OS) signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA sera émis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu l'OS correspondant, acceptant le devis présenté.

Le Titulaire accuse réception de l'OS dans les 2 jours ouvrés suivant leur réception selon les modalités (courrier ou courriel) qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Après avoir accusé réception de l'OS, le Titulaire bénéficie d'un délai de prévenance de 10 jours ouvrés pour se mobiliser, faire valider son dossier d'études et commencer son intervention.

Les prestations sur ordre de service ne peuvent être notifiées que pendant la durée de validité de l'accord-cadre visée à l'article 7.1.

La réception des prestations sur ordre de service est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

4.2 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS

Chacune des options visées à l'article 3.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 20 jours ouvrés.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDM DP

Pour les prestations visées à l'article 3.3 supra les prestations seront engagées comme suit :

4.3.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

4.3.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.2.2 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les Parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations de l'accord-cadre,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.2.2 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

4.3.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.2.2 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que pendant la durée de validité de l'accord-cadre visée à l'article 7.1.

ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

5.1 MONTANT PLAFOND DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des prestations est réalisé dans la limite d'un montant plafond de :

1 050 000,00 € HT
Un million cinquante mille euros hors taxe.

L'accord-cadre est échu dès lors que ce montant est atteint.

5.2 DETAIL DES PRIX

5.2.1 Prestations sur Prix Unitaires

 **A compléter par le soumissionnaire**

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix forfaitaires et révisibles suivants :

NATURE DES PRESTATIONS		Prix en € HT	Unité	Nature du prix
A	Etudes (par zone)			
A1	Visite obligatoire	..... € HT	Unité	Révisable
A2	Emission du plan d'exécution	..... € HT	Unité	Révisable
A3	Remplissage et diffusion des autorisations de terrassement	..... € HT	Unité	Révisable
A4	Remplissage et diffusion des bons de déchet	..... € HT	Unité	Révisable
B	Travaux VRD			
B1	Terrassement			
B1.1	Ouverture et rebouchage tranchée sous espace vert (0,5m de large)	..... € HT	ml	Révisable
B1.2	Ouverture et rebouchage tranchée + réfection bitume sous trottoir (0,5m large)	..... € HT	ml	Révisable
B1.3	Ouverture et rebouchage tranchée + réfection bitume sous chaussée (0,5m large)	..... € HT	ml	Révisable
B1.4	Fouille pour ouvrages d'assises et regards, et remblaiement	..... € HT	m3	Révisable
B1.5	Fourniture et réalisation chaussée bitumée sur voirie	..... € HT	m2	Révisable
B1.6	Dépose des bordures	..... € HT	ml	Révisable
B1.7	Fourniture et pose de bordure T2	..... € HT	ml	Révisable
B1.9	Fourniture et pose de bordure AC2	..... € HT	ml	Révisable
B1.10	Fourniture et installation d'une butée parking de 900 mm x 145 mm x 120 mm avec fixations	..... € HT	Unité	Révisable
B1.11	Barrière de protection 750x600 mm de référence A135364 de Manutan ou équivalent (1 côté)	..... € HT	Unité	Révisable
B1.12	Barrière de protection 520x600mm de référence A463511 de Manutan ou équivalent (4 côtés)	..... € HT	Unité	Révisable
B1.13	Création de nouvelles places de stationnement en enrobé hors marquage	..... € HT	m2	Révisable
B1.14	Création d'un marquage horizontal IRVE avec peinture Scilicée y/c les sigles VE (1 x 1,2 x 0,6 + 2 x 0,6 x 0,3cm)	..... € HT	m2	Révisable
B1.15	Création d'un marquage vertical pour V.E. B6d + M6i	..... € HT	Unité	Révisable
B2	Réseaux			
B2.1	Fourniture et installation des gaines TPC D90 rouges	..... € HT	ml	Révisable
B2.2	Fourniture et installation des gaines TPC D40 vertes	..... € HT	ml	Révisable
B2.3	Fourniture et installation conducteur de terre en cuivre nu 50mm²	..... € HT	ml	Révisable
B3	Assises et regards			
B3.1	Fourniture et pose massif béton 50x50x50 équipé de fourreaux (1xD90 + 1xD40)	..... € HT	Unité	Révisable
B3.2	Fourniture et pose massif béton 100x50x50 équipé de fourreaux (3xD90 + 2xD40)	..... € HT	Unité	Révisable
B3.3	Fourniture et pose d'une réhausse béton 50x50x50	..... € HT	Unité	Révisable
B3.4	Fourniture et installation d'un regard 50x50x50 avec tampon fonte C250	..... € HT	Unité	Révisable
B4	Plaques Alvéolées			
B4.1	Terrassement pour plaques alvéolaires	..... € HT	m2	Révisable
B4.2	Fourniture et installation de géotextile	..... € HT	m2	Révisable
B4.3	Fourniture et installation plaque alvéolaire	..... € HT	m2	Révisable
B4.4	Fourniture et pose du concassé calcaire	..... € HT	m2	Révisable
B5	Gestion des déchets			
B5.1	Evacuation et traitement des déchets	..... € HT	m3	Révisable

NATURE DES PRESTATIONS		Prix en € HT	Unité	Nature du prix
B5.2	Evacuation et traitement de déchets bitumés	..... € HT	m3	Révisable
B5.3	Evacuation et traitement de déchets gravats	..... € HT	m3	Révisable
B5.4	Evacuation et traitement de déchets terre végétale	..... € HT	m3	Révisable
C	Relevés topographiques et DOE			
C1	Relevés de géomètre et mise à jour des plans de masse (DOE)	..... € HT	Unité	Révisable
C2	Rapport de conformité par aiguillage	..... € HT	Unité	Révisable
C3	Contrôle de la compacité des tranchées sur chaussée (pénétrömètre dynamique) et rapport de conformité du compactage	..... € HT	Unité	Révisable
D	Divers			
D1	Ouverture trémie ép. 20	..... € HT	Unité	Révisable
D2	Carottage	..... € HT	Unité	Révisable
D3	Ouverture de dalle de caniveau	..... € HT	ml	Révisable
E	Utilisation d'engins mécaniques			
E1	Minipelle 2T	..... € HT	h	Révisable
E2	Pelle 5 T	..... € HT	h	Révisable
E3	Plus-value aux prix B pour utilisation d'une aspiratrice	..... € HT	1/2j	Révisable
E4	Tronçonneuse béton	..... € HT	h	Révisable

5.2.2 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 3.3 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation : **A compléter par le soumissionnaire**

Profils et Qualifications		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
	<i>Le soumissionnaire peut ajouter des lignes</i>	..... € HT	..... € HT

(*) : Base 7,8h/j

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques de l'accord-cadre. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins %
---------------------------------------	---------

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre)

Soit, en toutes lettres :

Les Parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des Parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

5.3 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.2 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (..... 20....), ce mois est appelé « mois zéro ».

 **A compléter par le soumissionnaire**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisibles annuellement à compter de la **date anniversaire de l'enclenchement de l'accord-cadre** selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

Formule de révision des prix concernant les Etudes (A), les relevés topographiques et Relevés topographiques et DOE (C) et les prestations sur FDMDP :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,95 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
ICHTrev-TS ₀	Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Construction n°001565188	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
ICHTrev-TS		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

Formule de révision des prix concernant les travaux (B), les prestations diverses (D) et l'utilisation d'engins mécaniques (E) :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,45 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,50 \times \frac{TP08}{TP08_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
ICTrev-TS ₀	Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Construction n°001565188	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
ICTrev-TS		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE
TP08 ₀	Indice de Travaux d'aménagement et entretien de voirie (n°001710996)	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
TP08		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les Parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des Parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations de l'accord-cadre.

6.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

6.1.1 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- Sous réserve de dispositions particulières prévues dans l'OS considéré, les prestations réalisées sont facturées intégralement après exécution et réception sans réserve par le CEA des prestations et livrables, objet de la FEB.

6.1.2 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

6.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'**instruction**

du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

6.3 REGIME FISCAL

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 7 DUREE ET DELAI

7.1 DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations de l'accord-cadre (sur prix unitaires ou FDM DP) peuvent être commandées à compter de **T0** (date de la réunion d'enclenchement) et pendant une durée ferme de **24 mois**. Le CEA prévoit deux options de prolongation de cette durée de 12 mois supplémentaires chacune (options n°1 et n°2).

L'accord-cadre est échu dès lors que le montant plafond visé à l'article 5.1 supra est atteint ou à la fin de la durée visée supra.

7.2 DUREE D'EXECUTION APPLICABLES AUX PRESTATIONS SUR PU ET FDMDP

Les prestations sur PU ou FDMDP ne peuvent être commandées que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution des prestations ainsi contractualisées ne pourra excéder 2 mois au-delà de la durée visée à l'article 7.1 supra.

Les prestations non achevées à cette date seront poursuivies aux conditions contractualisées jusqu'à l'exécution complète des obligations en découlant.

7.3 DELAIS SPECIFIQUES

7.3.1 Délais relatifs aux prestations sur PU ou FDMDP

Chaque Ordres de service / FDMDP fixe les conditions spécifiques de délais de réalisation des prestations auxquelles il se rapporte.

7.3.2 Délais relatifs aux prestations attendues

Libellé	Délais à respecter
A réception de la demande de la FEB CEA	Le Titulaire prévoit sous 48 à 72h une visite obligatoire sur place. (§8.2 du cahier des charges)
Remise par email d'un devis	5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis du CEA (§8.3 du cahier des charges)
Démarrage des prestations	10 jours ouvrés à compter de la réception de l'OS (§8.3 du cahier des charges)

ARTICLE 8 PENALITES

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

- La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant des OS/FDMDP contractualisés.
- Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

8.1 PENALITES DE DELAIS

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

- Le non-respect, par le Titulaire, des délais contractuels visés à l'article 7.3 entrainera l'application de pénalités de retard.
- Ces pénalités sont fixées à 2/1000ème du montant de l'OS ou de la FDMDP considérée, par jour calendaire de retard.

Les autres alinéas de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat restent inchangés

8.2 PENALITE POUR MAUVAISE EXECUTION

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

Le Titulaire encourt les pénalités définies dans le tableau suivant pour chacun des manquements constatés.

Manquement constaté	Montant de la pénalité
Mauvais remblaiement de tranchée	100 € par manquement constaté du CEA
Finition des revêtements de voiries	100 € par manquement constaté du CEA

8.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN MATIERE DE SECURITE – SURETE NUCLEAIRE – RADIOPROTECTION - ENVIRONNEMENT

Le non-respect des prescriptions applicables en matière de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection – environnement par le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants, quel que soit son rang, telles que prévues au chapitre 6 des CGA du CEA et, par dérogations aux dispositions prévues à l'article 17.3 des mêmes CGA, entraînera l'application d'une pénalité de 2 000 € (deux mille euros) par écart.

8.4 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations de l'accord-cadre qui lui sont confiées. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations de l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée de l'accord-cadre.

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

8.5 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 8.4 supra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 100 € est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

9.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

9.2 ARRETS DE CHANTIER

9.2.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

9.2.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

9.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans l'accord-cadre ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement (les parties fournitures et sous-traitance étant exclues de toutes rémunération),
- Rémunération limitée à deux jours par arrêt.

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du Titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

 **A compléter par le
soumissionnaire**

Soit en toutes lettres :hors taxes.

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

9.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

9.2.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

9.3 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

 **A compléter par le
soumissionnaire**

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Elisabeth CAILLAT-DELOLME, Cheffe du GTPP Tel : 04 66 79 65 09 / 06 78 76 98 85 Courriel : Elisabeth.CAILLAT-DELOLME@cea.fr	Marylise DERUELLE, Acheteuse Tel : 04 66 39 71 66 Courriel : marylise.deruelle@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

9.4 RESPECT PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 10 GESTION DES MODIFICATIONS

10.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent accord-cadre, en lien avec l'objet global de l'accord-cadre et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires de l'accord-cadre servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des Parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale de l'accord-cadre.
- Soit par un avenant à l'accord-cadre, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 5.2.2 supra.

10.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.3 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter l'accord-cadre et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.2.2 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord-cadre doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre de l'accord-cadre.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

ARTICLE 13 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent accord-cadre est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:
Qualité :
Signature :

Nom et Prénom:
Qualité :
Signature :

ANNEXE 1 CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, pour chacun de ses salariés amenés à accéder sur le Centre de Marcoule, le responsable de l'Entreprise devra déposer ou envoyer à l'Accueil du Centre de Marcoule, à minima 15 jours ouvrés avant l'accès de ses salariés, un dossier de 1^{ère} demande d'accès.

Il pourra demander, par mail, la liste des documents à fournir : mar_accueil_cea@cea.fr

Le dossier complet et validé par le CEA sera envoyé à l'adresse ci-dessous :

CEA MARCOULE
Accueil des Entreprises – Bât. N°419
BP 17171
30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex

Tél. : 04.66.79.13.40

Tout dossier incomplet et non signé sera retourné.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution de la commande, les certificats et les habilitations requis pour tous les agents amenés à intervenir sur le site et à signaler toute modification intervenant en cours d'exécution de la commande. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par des salariés du Titulaire dépourvus des habilitations et certificats nécessaires.

2) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

3) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

4) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Dommage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Dommage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent accord-cadre n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit accord-cadre en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties à l'accord-cadre.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs de l'accord-cadre, CEA, Titulaire, cotraitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés à l'accord-cadre.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement de l'accord-cadre, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent accord-cadre.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.